

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, à titre de ministre chargé de l'habitation, j'ai écouté avec un vif intérêt les observations formulées aujourd'hui parce que, comme le savent tous les députés, ce que d'ailleurs reconnaissent, je crois, nombre de participants au débat, bien des questions qu'il faut résoudre dans le domaine de l'habitation, s'insèrent dans un contexte beaucoup plus vaste de questions politiques, sociales et économiques appelées d'ordinaire «les affaires urbaines».

En outre, comme on l'a déjà dit, le gouvernement actuel a compris depuis un certain temps l'importance de la question. La dernière fois où j'ai pris la parole à la Chambre à propos de cette question, j'ai dit, je crois, qu'une vaste série d'études était en cours, à la suite de quoi le gouvernement annoncerait en temps opportun la politique qu'il suivrait à l'égard des problèmes urbains. Aucun député ne s'étonnera sans doute que le gouvernement ne choisisse pas l'occasion de ce débat pour annoncer les détails de ses intentions. Les études dont j'ai parlé auparavant ont avancé énormément, bien entendu, et nous considérons actuellement les conséquences de leurs conclusions vis-à-vis de la politique.

• (9.30 p.m.)

Avec déférence et en guise de félicitations, je dis au député de Selkirk (M. Rowland) que, même si je n'ai pas pris note de ses remarques, autant que je me souviens, tous les points soulevés dans son exposé sur l'ampleur que devrait avoir la politique urbaine font individuellement et collectivement l'objet de nos analyses. Celles-ci ont englobé toutes les ramifications de la question. Elles ont percé tous les mystères de l'urbanisation et ont débouché sur un programme gouvernemental complet et précis. Cependant, et je ne m'excuse pas de l'admettre, il arrive que certaines de ces questions ne soient pas aussi simples qu'on pourrait le croire après avoir entendu certaines déclarations faites ici aujourd'hui.

Pour préciser ma pensée, je pourrais peut-être m'arrêter un peu sur certains aspects du problème et au moins sur une recommandation formulée par plusieurs orateurs. Le gouvernement actuel a toujours reconnu sans la moindre réserve l'importance et l'à-propos de la question urbaine. Le premier ministre (M. Trudeau) n'a jamais entretenu le moindre doute à ce sujet. On n'a jamais contesté la nécessité d'une politique fédérale plus cohérente au sujet des problèmes urbains du pays.

[M. Rowland.]

Nous savons sûrement qu'il n'existe guère de ministère ou d'organisme fédéral qui ne touche pas directement ou indirectement les villes du Canada. C'est précisément à cause de la présence matérielle du gouvernement fédéral dans les villes et ses multiples influences moins directes sur elles qu'il est si difficile d'élaborer une stratégie unique pour orienter toutes les interventions fédérales dans les centres urbains.

On a fait allusion au communiqué qui annonçait la décision du NPD de traiter aujourd'hui, jour consacré à l'opposition, des affaires urbaines. C'est une occasion que j'apprécie. En attirant l'attention sur ce communiqué, je n'en conteste pas le contenu. Je le crois très important. Je ne le lirai pas en entier. Je m'en reporte au quatrième et au cinquième paragraphes.

Nous n'avons pas besoin d'investir de nouveaux fonds dans nos programmes fragmentaires actuels comme la rénovation urbaine,...

J'ignore ce que le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) a pu penser de ce commentaire.

... les transports et la lutte contre la pollution—ce sont ces programmes mêmes qui détruisent nos villes.

Nous n'avons pas besoin d'une attitude absolument nouvelle qui reconnaîtra que les villes peuvent et devraient être des endroits où il fait bon vivre.

C'est ce que je souhaite. Je voudrais maintenant signaler aux députés que pour y parvenir, il faudra de la compétence, des ménagements et de la prudence. Même si le niveau fédéral réussit à trouver la ligne de conduite la plus judicieuse possible, il convient, je crois, que nous fassions preuve de réalisme et que nous reconnaissions qu'il y a d'autres intéressés dans cette affaire. On a proposé l'établissement d'un ministère des affaires urbaines. J'estime depuis quelque temps qu'au niveau de l'organisation, le problème est beaucoup trop subtil pour être résolu simplement par l'établissement d'une institution ou d'un groupe d'institutions fédérales, un ministère des affaires urbaines. A tort ou à raison, je crois qu'on ne peut substituer des rouages aux objectifs, à la politique ou à la stratégie. C'est un complément nécessaire. Toutefois, ils doivent sûrement en découler.

Au-delà du problème que pose la mise au point d'une stratégie, un fondement de connaissances et d'organisation pour éclairer et orienter l'influence fédérale sur nos villes, se situe la tâche également difficile et peut-être plus importante de la consultation et de la